Zeitschrift: Schweizerisches Handelsamtsblatt = Feuille officielle suisse du commerce = Foglio ufficiale svizzero di commercio

Herausgeber: Staatssekretariat für Wirtschaft

Band: 21 (1903)

Heft: 226

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 17.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

№ 226 XXI. Jahrgang. Bern, Dienstag, 9. Juni. 1903 Berne, Mardi, 9 juin. XXIme année. № 226

Erstes Blatt. Première feuille.

Abonnemente:
Schweiz: Jährlich Fr. 6.
2tes Semester „ 3.
Ausland: Zuschlag des Porto.
Es kann nur bei der Post abonniert werden.
Preis einzelner Nummern 10 Cts.

Schweizerisches Handelsamtsblatt

Feuille officielle suisse du commerce — Foglio ufficiale svizzero di commercio

Abonnements:
Suisse: un an . . fr. 6.
2e semestre „ 3
Etranger: Plus frais de port.
On s'abonne exclusivement aux offices postaux.
Prix du numéro 10 cts.

Erscheint 1—2 mal täglich, ausgenommen Sonn- und Feiertage.

Redaktion und Administration im Eidgenössischen Handelsdepartement.

Rédaction et Administration au Département fédéral du commerce.

Paraît 1 à 2 fois par jour, les dimanches et jours de fête exceptés.

Annoncen-Pacht: Rudolf Mosse, Zürich, Bern etc.
Insertionspreis: 25 Cts. die viergespaltene Borgiszeile (für das Ausland 35 Cts.).

Régie des annonces: Rodolphe Mosse, Zurich, Berne, etc.
Prix d'insertion: 25 cts. la ligne d'un quart de page (pour l'étranger 35 cts.).

Inhalt — Sommaire

Handelsregister. — Registre du commerce. — Fabrik- und Handelsmarken. — Marques de fabrique et de commerce. — Bundesbahnanleihen. — Aussenhandel Oesterreich-Ungarns.

Amtlicher Teil — Partie officielle

Handelsregister. — Registre du commerce. — Registro di commercio.

I. Hauptregister. — I. Registre principal. — I. Registro principale.

Bern — Berne — Berna

Bureau de Porrentruy.

1903. 4 juin. Sous la dénomination de **Société française de Porrentruy,** il existe, avec siège à Porrentruy, une société dans le sens de l'article 716 C. O. Ses statuts revisés le 12 mai 1902 portent la date du 15 mai 1902. Elle a pour but de pratiquer la bienfaisance, en réunissant les personnes de la colonie française de Porrentruy et des environs qui, par esprit de confraternité, se propose de secourir, au moyen de cotisations, leurs compatriotes nécessiteux. La société se compose de membres actifs et de membres honoraires. Tout sociétaire doit payer une cotisation mensuelle de 50 centimes. L'exclusion d'un sociétaire a lieu dans les cas prévus par les statuts. Les personnes qui souscrivent annuellement une somme de cinq francs au moins peuvent être reçues membres honoraires. Ce titre peut aussi être donné aux personnes qui auront rendu à la société des services signalés. L'avoir social répond seul pour les engagements et les obligations de la société. Les publications de la société sont faites dans le journal «Le Jura» de Porrentruy. Les organs de la société sont l'assemblée générale et un comité de neuf membres. La société est engagée vis-à-vis des tiers par la signature collective du président ou vice-président et du secrétaire ou du caissier. Le président est Jules Dubail, le vice-président Auguste Blétry, le secrétaire Joseph Laubeuf, et le caissier Charles Bigenwald; les quatre domiciliés à Porrentruy.

Basel-Land — Bâle-Campagne — Basilea-Campagna

1903. 6. Juni. Die Kollektivgesellschaft unter der Firma **Lattringshausen & Trefzger** in Münchenstein (S. H. A. B. Nr. 35 vom 10. April 1886, pag. 247) hat sich aufgelöst; die Firma ist nach bereits beendeter Liquidation erloschen.

6. Juni. Inhaber der Firma **L. Trefzger** in Münchenstein ist Leonhard Trefzger, von und in Basel. Natur des Geschäftes: Mechanische Zuckersägerei.

6. Juni. Die Kommanditgesellschaft unter der Firma **J. Weltert & Cie** in Neuewelt (S. H. A. B. Nr. 336 vom 3. Oktober 1901, pag. 1341) ist durch Konkurs aufgelöst worden, die Firma wird infolge dessen von Amtes-wegen gestrichen.

Tessin — Tessin — Ticino

Ufficio di Mendrisio.

1903. 5 giugno. La ditta **Successori Fischer & Rechsteiner,** di Venezia, con succursale in Chiasso, revoca la procura collettiva, conferita a suo tempo (F. u. s. di c. del 14 novembre 1898, nº 312, pag. 1298) a Elvezio Pessina, di Castagnola, e Ermanno Sodi, di Wurzburg, e nomina a suo procuratore, per la suddetta succursale, il solo Elvezio Pessina, di Castagnola, domiciliato a Chiasso.

5 giugno. Enrico Sonvico, di Angelo, da Cadorago (Italia), domiciliato in Mendrisio, e Gabriele Dichiara, fu Giuseppe, da e domiciliato a Roma, hanno fra loro costituita una società in nome collettivo, con sede in Mendrisio, sotto la ragione sociale **Sonvico e Dichiara,** incominciata il 27 maggio 1903. Genere di commercio: Fabbricazione e vendita dei saponi comuni ed affini.

Waadt — Vaud — Vaud

Bureau d'Aigle.

1903. 5 juin. La raison **Henriette Troillet Vaudroz,** à Yvorne (F. o. s. du c. du 7 décembre 1831), est radiée, la titulaire ne faisant plus des affaires pour les chiffres prévus par l'article 13 du règlement du 6 mai 1890.

Bureau d'Oron.

5 juin. La raison de commerce **Ernest Jordan,** à Mezières, exploitation de l'auberge communale Le Lion d'or (F. o. s. du c. du 11 juillet 1891), est radiée par suite de renonciation du titulaire.

Genf — Genève — Ginevra

1903. 4 juin. La société en nom collectif **Henny frères,** voituriers, au Prieuré (Petit-Saconnex) (F. o. s. du c. du 13 décembre 1902, page 1753), est déclarée dissoute dès le 1er juin 1903. L'actif et le passif de la société étant restés à la charge de l'associé Louis-Charles Henny, cette société est en conséquence radiée.

4 juin. Le chef de la maison **R. Bielmann,** à Genève, commencée le 23 avril 1903, est Laurent-Raymond Bielmann, d'origine fribourgeoise, domicilié à Plainpalais. Genre de commerce: Vêtements pour hommes, jeunes gens et enfants, et articles de sports, à l'enseigne: «Aux Galeries du Rhône». Magasins: 42, rue du Rhône.

4 juin. Suivant acte passé devant Me J.-A. Buscarlet, notaire, à Genève, le 2 juin 1903, il a été constitué sous la dénomination de **Société Immobilière rue des Bains-Ecole,** une société anonyme ayant son siège à Plainpalais. Elle a pour objet l'acquisition de terrains dans la commune de Plainpalais, la construction de maisons sur ces terrains, la location et la vente des immeubles. Sa durée est illimitée. Le capital social est fixé à la somme de cinquante-cinq mille quatre cents francs (fr. 55,400), divisé en 277 actions, au porteur, de fr. 200 chacune. Les publications émanant de la société auront lieu par la voie de la «Feuille d'avis officielle du Canton de Genève». La société est administrée par un conseil d'administration de cinq à sept membres, élus pour trois ans. Pour les actes à passer, ou les signatures à donner, le conseil d'administration est valablement représenté par deux délégués porteurs d'un extrait de registres en bonne forme, ou encore par la majorité de ses membres. Le premier conseil d'administration est composé de: Pierre Casartelli, entrepreneur de maçonnerie, domicilié à Bernex; Eugène Dupont, entrepreneur de ferblanterie et plomberie, à Plainpalais; Edouard Chevallaz, architecte; Edmond Marion, régisseur, et Louis-Félix Eggly, négociant; tous quatre à Genève.

4 juin. La raison **A. Noverraz fils,** imprimerie lithographique, au Creux de St-Jean (Petit-Saconnex) (F. o. s. du c. du 23 novembre 1892, page 992), est radiée d'office ensuite de la faillite du titulaire, prononcée par jugement du 28 mai 1903.

4 juin. La maison **Les Fils Charvet,** société en commandite simple, établie à St-Etienne (France), et succursale à Genève, ayant pour objet le commerce des houilles et cokes (F. o. s. du c. du 15 mars 1899, page 347), est arrivée à son terme, le 1er avril 1903. Elle ne subsiste plus que pour sa liquidation, qui sera opérée par la nouvelle société «Les Fils Charvet» dont le siège social est à St-Etienne, Place Marengo, 5, représentée par Henri-Jean-Marie et Benoît Charvet, tous deux domiciliés à St-Etienne, associés en nom collectif et gérants de la nouvelle maison, qui ont les pouvoirs les plus étendus pour la liquidation, tant individuellement que conjointément.

4 juin. Sous la raison sociale **Les Fils Charvet,** et aux termes de la publication qui en a été faite dans le journal d'annonces légales, le «Mémorial de la Loire et de la Haute-Loire», à St-Etienne (France), en date du 30 avril 1903, il a été constitué une société en commandite, qui a son siège à St-Etienne (France) et qui a commencé le 1er avril 1903. Elle a pour objet la continuation, tant à St-Etienne, que dans ses diverses succursales, notamment celle de Genève, des affaires de l'ancienne société «Les Fils Charvet», actuellement en liquidation, savoir: l'achat et la vente des charbons, cokes et combustibles de toute nature en France et à l'étranger, l'exploitation de toutes concessions de mines de houille, ainsi que toutes opérations se rattachant à l'objet principal de la société. Elle a pour associés gérants indéfiniment responsables: Henri-Jean-Marie Charvet, ingénieur-civil et négociant, et Benoît Charvet, négociant, tous deux domiciliés à St-Etienne. Elle a pour associé-commanditaire Madame Angèle-Lucienne-Hélène Charvet, veuve de Alexandre-Louis Charvet, domiciliée à Lyon, laquelle s'engage pour une commandite de six cent mille francs (fr. 600,000). La succursale de Genève, ainsi que le siège principal, seront engagés par les deux associés-gérants, lesquels agiront tant individuellement, que conjointement. La succursale de Genève sera en outre engagée par la signature de l'un des deux fondés de procuration du siège principal, savoir: Antonin Debiton et François Boxberger, tous deux à St-Etienne. Bureaux et locaux à Genève: 6, rue de Lausanne.

4 juin. La raison Mme **A. Revuz-Poulin,** commerce de jeux et jouets, à l'enseigne «Au Paradis des enfants», à Genève (F. o. s. du c. du 1er juin 1899, page 724), est radiée ensuite de renonciation de la titulaire.

4 juin. Le chef de la maison **Fernd Pannier,** à Genève, commencée le 1er juin 1903, est Fernand-Marius Pannier, de Genève, domicilié à Plainpalais. Genre d'affaires: Commerce de jeux et jouets, à l'enseigne «Au Paradis des enfants». Locaux: 16, rue des Allemands (ancien commerce «A. Revuz-Poulin»).

5 juin. Le chef de la maison **Charles Junod,** à Plainpalais, commencée le 31 mars 1903, est Charles-Jean-Pierre Junod, de Genève, y domicilié. Genre d'affaires: Fabrication de produits chimiques, spécialement d'amidon, amydol, thérébenthol, savons, etc., portant la marque «Ibis», avec sous-titre: «Manufacture des produits Ibis». Locaux: Coulouvrenière, nº 29.

5 juin. Suivant statuts en date du 11 mars 1903, et sous la dénomination de **Section de Genève de la Société des Peintres et Sculpteurs suisses,** il a été constitué une section de la dite société, régie par le titre 28 du C. O. Le siège de la section est à Genève. Le but de la section est de resserrer les relations amicales entre artistes habitant Genève, et de travailler dans l'intérêt de l'art et des artistes suisses. Font partie de droit de la section tous les membres de la «Société des Peintres et Sculpteurs suisses» habitant Genève, et payant une cotisation dont le montant est fixé chaque année par l'assemblée générale des sociétaires. Cessent de faire partie de la section ceux qui cessent de faire partie, pour une raison quelconque, de la «Société des Peintres et Sculpteurs suisses». Les convocations aux assemblées générales ont lieu par des avis individuels adressés à chaque sociétaire, trois jours au moins, avant la réunion. La société est administrée par un comité de 5 membres, élus chaque année par l'assemblée générale, et composé d'un président, un vice-président, un trésorier, un secrétaire et un vice-secrétaire. Elle est engagée vis-à-vis des tiers par la signature collective du président et du secrétaire. En cas de dissolution de la section, la dernière assemblée générale décidera à qui sera remis l'avoir social. Les biens de la section

sont le seul gage à l'égard de ses créanciers, des engagements contractés par elle. Le président est Louis Dunki, artiste-peintre, à Chêne-Bougeries; le secrétaire est Gustave Maunoir, artiste-peintre, à Genève.

5 juin. Suivant statuts revisés en date du 16 avril 1903, et sous la dénomination de **Cercle de l'Union de la Colonie française**, il s'est fondé une société, régie par le titre 28 du C. O., qui a pour but de réunir dans un esprit de fraternité et de solidarité tous les citoyens français de la colonie, à quelle corporation qu'ils appartiennent. Son siège est à Genève. Toute demande d'admission doit être adressée, par écrit, au comité et apostillée par deux membres du cercle. Le candidat doit être âgé de 16 ans révolus. Peuvent être admis comme membres passifs, les citoyens français s'intéressant à la marche du cercle, présentés par deux membres actifs. Le candidat admis paie un droit d'entrée de fr. 2 pour le cercle, plus fr. 1. 10 pour la mutualité. La cotisation mensuelle est de fr. —. 50. En outre, la base du cercle étant purement mutuelle et philanthropique, tous les membres s'engagent à payer une cotisation supplémentaire de fr. 1. 10 à l'avance, afin de permettre au comité de remettre à la veuve, aux orphelins ou héritiers légitimes du défunt, autant de francs qu'il y aura de membres faisant partie du cercle. Toute démission de membre devra, pour être acceptée, être envoyée par écrit au comité. On sort aussi de la société par exclusion prononcée dans les cas prévus aux statuts. La société est administrée par un comité composé de 15 membres, nommés pour une année et rééligibles. Elle est engagée par la signature du président, du secrétaire et du trésorier. Les convocations aux assemblées sont faites par cartes personnelles. Il n'est rien prévu dans les statuts en ce qui concerne la responsabilité individuelle des sociétaires à l'égard des engagements sociaux. En cas de dissolution de la société, ses fonds seront acquis à une œuvre que l'assemblée désignera. Le président est Charles Muller, à Genève; le secrétaire est Jean-Marie Forêt, aux Eaux-Vives, et le trésorier est Paul Collomb, à Genève.

Abg. Amt für geistiges Eigentum. — Bureau fédéral de la propriété intellectuelle

Marken. — Marques.

Eintragungen. — Enregistrements.

N° 15904. — 30mai 1903, 8 h.

Fuglister & Berthoud, fabricants,
Neuchâtel (Suisse).

Clichés typographiques en tous genres, affiches, tableaux-réclames, dessins.

FUBER

Nr. 15905. — 2. Juni 1903, 5 Uhr.

Schornstein-Aufsatz- und Blechwaren-Fabrik J. A. John Aktien-Gesellschaft,
Ilversgehofen b. Erfurt (Deutschland).

Waschmaschinen.

VOLLDAMPF

Nr. 15906. — 2. Juni 1903, 5 Uhr.

John Mackintosh, Limited, Fabrikanten,
Halifax (Grossbritannien).

Substanzen, gebraucht als Nahrungsmittel oder als Ingredienzien in Nahrungsmitteln.

Nr. 15907. — 18. Mai 1903, 6 Uhr.

Heyden & C°, Fabrikanten,
Zürich (Schweiz).

Zuckerersatz.

Süssstoff Heyden

Nichtamtlicher Teil — Partie non officielle

Bundesbahnanleihen.

Der Bundesrat ist von der Generaldirektion der Bundesbahnen in Anbetracht der Besserung des Geldmarktes um Prüfung der Frage ersucht worden, ob nicht die Beschlüsse betreffend die Bundesbahnanleihen in dem Sinne abzuändern seien, dass der Bundesrat sowohl für die Konversion der Anleihen der früheren Bahngesellschaften wie für die Bedürfnisse des Baukontos zur Ausgabe neuer Obligationen zu 3 %, ermächtigt würde.

Sie begründet ihr Gesuch mit folgenden Erwägungen:

«Die 3½ % Bundesbahnobligationen verdanken die ganz spezielle Gunst, deren sie sich beim Publikum erfreuen, u. a. dem Umstande, dass sie ein weites Absatzgebiet haben; sechs und bald sieben Serien, ein Gesamtkapital im Nennwert von 350,000,000 Franken darstellend, werden sich in Zirkulation befinden. Gleichzeitig an den schweizerischen Börsen und in Paris kotiert (demnächst auch in London, Berlin und Frankfurt), wird mit ihnen daselbst täglich in oft beträchtlichen Beträgen gehandelt; Käufer und Verkäufer sind sicher, leicht eine Gegenpartie zu finden.

«Daraus folgt aber nicht, dass der Kurs der 3½ % Bundesbahnobligationen parallel mit der Besserung des Geldmarktes und der stetigen Steigerung des Kredits des Bundes steigen müsse. Diese Anleihen sind nur bis 1911 fest; dann können sie zum Nennwerte zurückbezahlt oder konvertiert werden, so dass ein Käufer, welcher z. B. in 1 oder 2 Jahren Obligationen zum Kurse von 105 erwerben würde, bei der Rückzahlung al pari im Jahre 1911 riskierte, sein Geld tiefer als zu 3 % per Jahr angelegt zu haben. Hier liegt also ein ernstliches Hindernis für eine Höherwertung vor, was übrigens bei allen über pari stehenden Staatspapieren mit relativ kurzer Rückzahlungsmöglichkeit der Fall ist. Man könnte ohne Zweifel einwenden, dass es zur Hebung dieses Uebelstandes genügen würde, die Rückzahlungs- und Amortisationsbedingungen der neu zu emittierenden Serien zu ändern. Dann wäre man aber genötigt, jede Serie mit speziellem Amortisationsplan unter einer besonderen Rubrik kotieren zu lassen, was uns wieder um den Vorteil eines Marktes bringen würde, der ausgedehnt genug wäre, um durch die Menge des täglichen Umsatzes eine gewisse Kursbeständigkeit zu schaffen.»

Die Generaldirektion der Bundesbahnen hält den Augenblick für gekommen, der Bundesbahnverwaltung die Vorteile eines 3%igen Zinsfusses zuteil werden zu lassen, welche der Bundesrat soeben für das neue Bundesanleihen festgesetzt hat und welcher schon durch die Eisenbahnrente von 1890 inauguriert worden war.

Der dem 3%igen Zinsfusse gemachte Haupteinwand ist, wie der Bundesrat in seiner Botschaft vom 2. Juni ausführt, der, dass die 3% Titel nicht im Lande bleiben, da die schweizerischen Kapitalisten und kleinen Rentner im allgemeinen der Geldanlegung zu 3 % abgeneigt sind. Wir glauben jedoch mit der Generaldirektion, sagt die Botschaft, dass dieser Grund, durch welchen wir uns übrigens am Abschluss des neuen eidgenössischen Anleihens nicht hindern liessen, einen grossen Teil seines Wertes einbüsst, wenn man sieht, dass auch die zu höherem Zinsfuss ausgegebenen Bundesanleihen den Weg ins Ausland nehmen. Und wirklich sind die Kurse von 109 für die Rente von 1900 und von 101 für die 3½ % Bundesbahnobligationen nicht vorzugsweise schweizerischen Käufen zu verdanken, sondern vielmehr dem fortwährend stattfindenden Aufkauf unserer nationalen Papiere durch die fremden Kapitalisten, trotz des für diese bestehenden möglichen Uebelstandes, ihre Zinsen in Schweizergeld zu erhalten. Zudem beschränkten sich die Käufe des Auslandes nicht auf die direkt vom Bunde ausgegebenen Obligationen; sie erstreckten sich auch auf die Titel der zurückgekauften Bahngesellschaften, von denen ein beträchtlicher Teil nicht mehr in schweizerischen Händen liegt. Vor einigen Jahren glaubte man, es sei möglich, diesen Abfluss unserer Papiere durch Festsetzung eines höheren Zinsfusses (4 und 3½%) zu verhüten, aber die Ankäufe von seiten des Auslandes wirkten hinlänglich auf die Kurse ein, um einen grossen Teil der schweizerischen Titelinhaber zur Veräusserung ihrer Titel zu bewegen. Zum gleichen Zwecke ging man von der Zahlung der Coupons in Gold oder in fremder Valuta ab und beschränkte sich auf die Zahlung der Zinsen in Schweizergeld, aber nach einigen Schwankungen wurde auch dieses dem Fortwandern unserer Titel in den Weg gelegte Hindernis überwunden.

Unter solchen Umständen müssen wir darauf verzichten, den grössten Teil unserer Bundesanleihen in Händen unserer Landsleute zu sehen, und wir haben uns daher bei der Bestimmung des Zinsfusses nur noch von Rücksichten auf den Kredit der Schweiz und auf die finanziellen Interessen der Bundesbahnen leiten zu lassen. Die Wahrung dieser Interessen erfordert gebieterisch, dass wir die Besserung des Marktes zur Erleichterung unseres Eisenbahnbudgets innert den Schranken der Möglichkeit benutzen. Wir dürfen nicht vergessen, dass das Besoldungsgesetz vom 29. Juni 1900 und das Arbeitsgesetz vom 19. Dezember 1902 eine beträchtliche Ausgabenvermehrung für dieses Budget zur Folge haben, dass die Tarifreduktionen wenigstens momentan eine merkbare Einnahmenverminderung bewirken und dass endlich die zur Vervollkommnung unseres nationalen Verkehrswesens unbedingt erforderliche Vollendung und Verbesserung des Netzes bedeutende Ausgaben bedingen werden.

Wenn demnach die Umstände für die Ausgabe eines neuen Typus von 3 % Bundesbahnobligationen günstig sind, so dürfen wir nicht zaudern, ihn zu schaffen und dafür eine hinreichend lange Periode der Unkonvertierbarkeit (z. B. 10 Jahre) anzusetzen, damit er sich einer genügenden Stabilität erfreuen kann.

Wir haben für die neuen Bedürfnisse des Baukontos der Bundesbahnen zu sorgen, die Rückzahlung und die Konversion der im Bundesbeschlusse vom 24. April 1902 ins Auge gefassten 4 % Anleihen ins Werk zu setzen und an die mögliche Konversion der 3½ % Anleihen der früheren Bahngesellschaften zu denken.

Betreffend die Modalitäten für den neuen Typus der 3 % Bundesbahnobligationen hält es der Bundesrat für angezeigt, Serien von 50 Millionen Franken analog derjenigen des jetzigen 3½ % Titels zu erstellen, eine Nichtrückzahlbarkeit von wenigstens 10 Jahren vorzusehen und den Amortisationsplan so einzurichten, dass die vollständige Rückzahlung gemäss den bestimmten Vorschriften des Eisenbahnrückkaufsgesetzes in sechzig Jahren gesichert sein wird. Wir bemerken hier noch, dass während der Unkonvertierbarkeitsperiode die Bundesbahnverwaltung nichtsdestoweniger in ihren Budgets und ihren Rechnungen die jährliche Quote der gesetzlichen Amortisation aufführen soll, wobei sie diese Beträge in eine spezielle Amortisationsrechnung eintragen mag, wenn sie dieselben nicht sofort zur teilweisen Rückzahlung anderer Anleihen verwenden kann.

Die Wahl des Zeitpunktes für die jeweiligen Emissionen, die Konvertierungsofferten und die Feststellung der anderweitigen speziellen Bedingungen werden, gemäss der bisanhin befolgten Praxis, dem Ermessen des Bundesrates anheimgestellt werden müssen, welcher in Uebereinstimmung mit der Bundesbahnverwaltung handeln wird.

Aussenhandel Oesterreich-Ungarns.

Januar-April.

Warengruppe	Einfuhr 1902	Einfuhr 1903	Ausfuhr 1902	Ausfuhr 1903
	Handelswert in Kronen			
Rohstoffe	348,762,783	335,039,923	262,079,850	236,551,162
Halbfabrikate	80,170,777	84,718,509	84,486,872	93,038,092
Ganzfabrikate	146,608,506	161,054,803	255,010,313	271,535,155
Total .	570,542,066	630,813,235	601,577,065	651,169,409
dazu edle Metalle u. Münzen	45,118,215	18,467,563	25,090,217	13,288,830
Gesamtsumme .	615,660,281	649,280,798	626,667,282	664,458,239

Ragaz-Pfaefers Schweiz

521 m ü. M.

mit der weltberühmten Taminaschlucht.

Saison 15. Mai bis 15. Oktober. Therme 28° R. = 35° C.

Thermalbäder mit permanentem Zu- und Abfluss. **Kohlensaure Thermalbäder.** (863.)

Medico-mechanisches Institut. Hydrotherapie, Elektrotherm, Elektrotherapie, Massage.

Beste Halt- u. Uebergangsstation von u. nach dem Engadin. Zentralpunkt für zahlreiche Ausflüge u. Gebirgstouren. Nachkur nach Carlsbad, Marienbad, Tarasp etc.

Hôtels und Pensionen: **Quellenhof** (300 Betten), **Hof-Ragaz** (300), **Tamina** (120), **Schweizerhof** (90), **Lattmann** (145), **Krone** und **Villa Louisa** (45), **St. Gallerhof** (30), **National** (20), **Ochsen** (20), **Villa Flora** (25), **Kursaal** (8).

Wartenstein (per Drahtseilbahn) 750 m ü. M. (55). — **Bad Pfaefers** (per Wagen) 680 m ü. M. (145)

Weitere Auskunft erteilen die Inhaber der Hôtels und Pensionen, die Direktion der Bade- und Kuranstalten, der Kur- und Verkehrsverein.

Einladung zur Generalversammlung der Arth-Rigi-Bahn.

Die Herren Aktionäre der Arth-Rigi-Bahn-Gesellschaft werden hiemit zur **XXIX. ordentlichen Generalversammlung** auf **Samstag, den 27. Juni 1903,** vormittags 10 Uhr, ins **Hotel Hof Goldau** in **Arth-Goldau** eingeladen.

Traktanden:

1) Vorlage des Geschäftsberichtes, der Jahresrechnung, sowie des Berichtes der Rechnungsrevisoren.
2) Verwendung des Jahresnutzens. (1224,)
3) Erneuerungswahl von drei Mitgliedern des Verwaltungsrates.
4) Wahl von zwei Rechnungsrevisoren und eines Suppleanten für das Jahr 1903.
5) Vollmachterteilung an den Verwaltungsrat betreffend Kündigung und Konversion der beiden Anleihen von Fr. 2,000,000 I. Hypothek und Fr. 350,000 II. Hypothek.

Die Jahresrechnung ist auf unserm Bureau in Arth-Goldau vom 16. Juni an zur Einsicht der Herren Aktionäre aufgelegt.

Der gedruckte Geschäftsbericht, sowie die Eintrittskarten zur Generalversammlung, letztere gegen genügenden Ausweis über den Aktienbesitz (Einreichung eines Nummernverzeichnisses), können vom 17. Juni an bezogen werden:

in **Arth:** bei der Tit. **Sparkasse in Arth,**
» **Basel:** bei Herren **Zahn & Cie, Bankiers,**
» **Zürich:** bei der Tit. **Inkasso- und Effektenbank.**

Nach dem 25. Juni werden keine Eintrittskarten mehr verabfolgt.

Arth-Goldau, den 30. Mai 1903.

Namens des Verwaltungsrates,
Der Präsident: **C. Wüst.**

Spiez-Erlenbach-Bahn.

Ordentliche Generalversammlung der Aktionäre Mittwoch, den **24. Juni** nächsthin, **nachmittags 3 Uhr,** im **Hotel Schonegg** zu **Spiez.**

Traktanden:

1) Genehmigung des Geschäftsberichtes, der Jahresrechnung und Bilanz pro 1902.
2) Besohlussfassung betreffend Verwendung des Reingewinnes.

Der gedruckte Geschäftsbericht mit dem Berichte der Kontrollstelle, sowie die Ausweiskarten für die Generalversammlung, welche am 24. Juni zur freien Hin- und Rückfahrt auf der Spiez-Erlenbach-Bahn berechtigen, können vom 20. Juni hinweg auf unserem Sekretariats-Bureau Hadorn in Oey bezogen werden. (1229,)

Erlenbach, den 3. Juni 1903.

Der Präsident des Verwaltungsrates:
J. J. Rebmann.

Compagnie du Chemin de fer de Martigny au Chatelard.
Ligne du Valais à Chamonix.

MM. les actionnaires de la Compagnie du Chemin de fer de Martigny au Chatelard (Ligne du Valais à Chamonix) sont convoqués en assemblée générale ordinaire pour le **samedi, 13 juin 1903,** à **2 heures** de l'**après-midi,** à l'**hôtel du Trient,** à **Vernayaz.**

Ordre du jour:

Rapport du conseil d'administration,
Rapport du commissaire-vérificateur, (1148,)
Vote sur les conclusions des rapports,
Nomination d'un administrateur,
Nomination d'un ou plusieurs commissaires-vérificateurs pour l'exercice 1903.

Conformément à l'art. 641 du code fédéral des obligations, le bilan et le compte de profits et pertes au 31 décembre 1902, ainsi que le rapport de Mr le commissaire-vérificateur, seront tenus à la disposition de MM. les actionnaires dès le 3 juin 1903, chez Mr C. Défayes, avocat et notaire à Martigny.

MM. les actionnaires qui désirent prendre part à l'assemblée générale du 13 juin 1903, sont priés de déposer leurs titres avant le 8 juin:

à **Martigny:** chez Mr **C. Défayes,** avocat et notaire.
à **Genève:** » la **Société Franco-suisse pour l'Industrie Electrique.**
à **Lausanne:** » MM. **Charrière & Roguin,** banquiers,
à **Berne:** » MM. **Marcuard & Cie,** banquiers.

Farnbühl

Bad- & Luftkurort *bei Luzern.*

Bahnstation Malters J.-S. **750 Meter über Meer.**

Gipsfreie Stahlquelle (ärztlich attestiert).

Angenehmer Aufenthalt, speziell für Rekonvaleszenten und Erholungsbedürftige. Mildes (alpines) Klima, geschützte, idyllische und aussichtsreiche Lage. — **Waldpark in unmittelbarer Nähe.** Komfortabel eingerichtetes Haus. Gedeckte Veranda. Telephon. **Pensionspreis** inklusive Zimmer von Fr. 4.50 an (4 Mahlzeiten). — Prospekte.

(941) **Saison: 15. Mai bis 30. September.**

O. Thoma-Felder, aus Zürich (Restaurant Zimmerleuten).

Compagnie de l'Industrie Electrique et Mécanique, GENEVE.

Capital social: Fr. 2,000,000, entièrement versés.

MM. les actionnaires sont convoquées en

assemblée générale ordinaire

au local de la **Chambre du commerce,** à **Genève** (maison du Crédit Lyonnais), 1, Rue de la Poste, pour le **samedi, 20 juin 1903,** à **3 heures de l'après-midi.**

Ordre du jour:

1° Rapport du conseil d'administration sur l'exercice clos au 31 mars 1903.
2° Rapport des commissaires-vérificateurs des comptes.
3° Votation sur l'approbation des comptes et les conclusions du rapport.
4° Nomination des administrateurs sortant de charge, conformément à l'article 27 des statuts.
5° Nomination de deux commissaires-vérificateurs et d'un suppléant pour l'exercice 1903/1904.

NB. A partir du 12 juin courant, le compte de profits et pertes, le bilan et le rapport des commissaires-vérificateurs seront à la disposition de Messieurs les actionnaires au **siège social de la compagnie, Sécheron-Genève.**

Pour prendre part à cette assemblée, MM. les actionnaires devront déposer leurs actions au plus tard le 15 juin,

à la **Banque d'Escompte et de Dépôts, Lausanne,**
chez MM. **Ch. Masson & Cie** (société en commandite), **Lausanne,**
chez MM. **Kaufmann & Cie, Bâle,**
à la **Banque Commerciale, Berne,**
à la **Banque de Genève, Genève,** [1193]
au **Comptoir d'Escompte, Genève,**
chez MM. **D'Everstag & Juvet, Genève,**
au **Siège Social de la Compagnie, Sécheron-Genève.**

Zu verkaufen: Bauplätze in Zürich.

Die Stadt Zürich

verkauft Bauplätze, die sich vorzüglich zur Erstellung von Geschäftshäusern, Gasthöfen, grossen Restaurants u. s. w. eignen. Dieselben liegen im verkehrsreichsten Stadtviertel, inmitten der grossen Geschäftsniederlassungen und in der Nähe des Hauptbahnhofes. Auskunft erteilt die (1223,)

Finanzverwaltung der Stadt Zürich.

Rudolf Mosse, Annoncen-Expedition, **Zürich, Bern.** Alleinige Inseraten-Annahme des **«Schweizerischen Handelsamtsblatt».**

Schweizerische Seetalbahn.

Kündigung u. Konversion

der

Anleihen I., II. und III. Hypothek von 1894 und 1900.

In Ausführung des Beschlusses des Verwaltungsrates vom 14. April 1903 und in Gemässheit der Anleihensbestimmungen kündigt die Gesellschaft der Schweizerischen Seetalbahn durch gegenwärtige Publikation die genannten drei Anleihen im Gesamtbetrag von Fr. 1,700,000, bezw. gelangen dieselben

auf den 30. Juni 1904

zur Rückzahlung.

Gleichzeitig wird den Inhabern dieser Anleihen der

Umtausch

ihrer Obligationen in solche des 4 % Anleihens I Hypothek von 1904 von Fr. 1,700,000 zu den im Konversions-Prospekte enthaltenen Bedingungen angeboten.

Modalitäten der neuen Anleihe.

Zum Zwecke der Konversion oder Rückzahlung der Anleihen I., II. und III. Hypothek von 1894 und 1900 hat die Schweiz. Seetalbahn-Gesellschaft die Schaffung eines Anleihens I. Hypothek von Fr. 1,700,000 beschlossen, für welche folgende Bestimmungen massgebend sind:

1) Das Anleihen ist eingeteilt in 1700 Inhaber-Obligationen von je Fr. 1000.
2) Die Obligationen sind zu 4 % per Jahr verzinslich und tragen Semester-Coupons per 1. Januar und 1. Juli. Der erste Coupon wird am 1. Januar 1905 fällig.
3) Das Anleihen ist ohne weitere Kündigung am 30. Juni 1930 rückzahlbar; die schuldnerische Gesellschaft behält sich immerhin das Recht vor, das Anleihen ganz oder teilweise vom 30. Juni 1918 an, nach vorausgegangener halbjährlicher Kündigung, zurückzuzahlen.
4) Die verfallenen Coupons und die zur Rückzahlung aufgerufenen Obligationen sind al pari in Schweizerwährung zahlbar bei der:
   Gesellschaftskasse in Hochdorf,
   in **Aarau:** Bei der **Aargauischen Bank,**
   » **Luzern:** » » **Luzerner Kantonalbank,**
   » **Zürich** » » **Zürcher Kantonalbank** und den Herren **Alfred Schuppisser & Co.**
   Die Zahlung der Coupons und Obligationen erfolgt frei von jeglicher Steuer, Spesen oder Stempel seitens der Schweizerischen Seetalbahn.
5) Alle die Einlösung von Coupons und die Rückzahlung der Obligationen betreffenden Publikationen erfolgen nach Ermessen der schuldnerischen Gesellschaft im Schweiz. Handelsamtsblatt, in der Neuen Zürcher Zeitung und in je zwei Zeitungen in Aarau und Luzern.
6) Die Schweizerische Seetalbahn-Gesellschaft verpflichtet sich, für die Kotierung dieses Anleihens an der Zürcher Börse während der ganzen Anleihensdauer besorgt zu sein.

Hochdorf, den 28. Mai 1903.

Wir verweisen auf nachfolgende Rohbilanz per 31. Dezember 1902.

Aktiva.

1) *Bau-Konto*	Fr. 2,834,379. —
2) *Zu amortisierende Verwendung*	» 10,000. —
3) *Verwendungen auf Nebengeschäfte*	» 37,783. —
4) *Verfügbare Mittel*	» 431,005. —
	Fr. 3,313,167. —

Passiva.

1) *Aktienkapital*	Fr. 1,000,000. —
2) *Konsolidierte Anleihen*	» 1,700,000. —
3) *Schwebende Schulden*	» 478,762. —
4) *Spezialfonds*	» 78,720. —
5) *Gewinn- und Verlust-Saldo*	» 55,685. —
	Fr. 3,313,167. —

Es betragen in den Jahren	die Gesamt-Einnahmen	die Gesamt-Ausgaben	die Rechnungs-Ueberschüsse
1886	Fr. 197,435. 76	Fr. 148,648. 91	Fr. 48,786. 85
1891	» 306,936. 54	» 224,092. 51	» 82,844. 03
1896	» 438,951. 08	» 318,727. 35	» 120,223. 73
1901	» 616,917. 95	» 467,634. 97	» 149,282. 98

Die Verzinsung des neuen und einheitlichen Anleihens der Gesellschaft von Fr. 1,700,000 erfordert einen jährlichen Aufwand von Fr. 68,000. Die Durchschnittsdividende für das Aktienkapital beträgt während den Jahren 1894 bis 1901 4,35 %. Das Reinerträgnis pro 1902 wird, unter Berücksichtigung der statutarischen und ausserordentlichen Dotierung des Erneuerungs- und Reservefonds von insgesamt Fr. 47,000, die Ausrichtung einer Dividende von 5½ % von einem Aktienkapital von Fr. 1,000,000 gestatten, und ein gleiches Ergebnis sieht das Budget für das erhöhte Aktienkapital von Fr. 1,500,000 pro 1903 vor.

Schweizerische Seetalbahn,
Die Direktion: **Schmidlin.**

Konversion.

Die Unterzeichneten, welche das vorbeschriebene Anleihen fest übernommen haben, bieten den Inhabern von Titeln der gekündeten, bezw. zur Rückzahlung gelangenden Anleihen:

3¾ %	I. Hypothek vom	1. Juli	1894	von Fr.	1,000,000
4 %	II. »	» 13. Oktober	1894	» »	350,000
4½ %	III. »	» 22. Mai	1900	» »	350,000

den Umtausch derselben gegen Obligationen des 4 % I. Hypothek-Anleihens von 1904 zu folgenden Bedingungen an:

1) Die umzutauschenden Titel sind mit allen nach dem 1. Juli 1904 fälligen Coupons in Begleitung besonderer Bordereaux, welche bei den Konversionsstellen bezogen werden können, abzuliefern.
2) Die Einreichung der Konversions-Erklärungen hat vom **5. Juni bis 15. Juni 1903** bei einer der nachstehend bezeichneten Konversionsstellen zu erfolgen.
3) Die Abgabe der Titel des 4 % Anleihens I. Hypothek von 1904 erfolgt zum Kurse von:
   100⅝ % mit Zinsgenuss ab 1. Juli 1904.
4) Die Titel der gekündeten und zur Rückzahlung fälligen Anleihen werden an Zahlung genommen zum Kurse von:
   100 % ex Coupon per 1. Juli 1904.
5) Die Inhaber der zur Konversion vorgewiesenen Obligationen erhalten somit für je Fr. 1000 Nominalkapital der alten Anleihen: Eine Obligation von Fr. 1000 Nominalkapital des neuen Anleihens unter Zuzahlung des Agio von ⅝ % mit Fr. 6. 25 per Titel.
6) Für die Obligationen des neuen Anleihens werden Interimsscheine ausgegeben, die später zur Auswechslung gegen definitive Titel gelangen.

Subskription.

Die Titel der neuen Anleihe I. Hypothek von Fr. 1,700,000 werden, soweit sie nicht durch die Konversion in Anspruch genommen werden, bei den unterzeichneten Subskriptions-Stellen, wo die nötigen Formulare bezogen werden können, vom **5. Juni bis 15. Juni 1903** zur Subskription gegen bar unter folgenden Bedingungen aufgelegt:

1) Der Subskriptionspreis ist auf **101** % festgesetzt.
2) Bei der Subskription kann eine Kaution von 5 % des Nominalbetrages verlangt werden.
3) Die Zuteilung wird sobald als möglich nach Schluss der Subskription stattfinden.
4) Die Abnahme der zugeteilten Obligationen kann vom 1. Juli 1903 ab bis spätestens 30. Juni 1904 erfolgen.
   Bei der Liberierung vor dem 30. Juni 1904 wird den Subskribenten 3⅛ % Marchzins p. a. vom Tag der Liberierung bis 30. Juni 1904 zum voraus vergütet.
5) Bis zur Fertigstellung der definitiven Titel gelangen von der Schweiz. Seetalbahn ausgestellte Interimsscheine zur Ausgabe, über deren Umtausch seinerzeit eine besondere Bekanntmachung erscheinen wird. [1178]

Aarau, Luzern und Zürich, den 28. Mai 1903.

Aargauische Bank, **Zürcher Kantonalbank,**
Luzerner Kantonalbank, **Alfred Schuppisser & Co.**

Konversions- und Subskriptionsanmeldungen nehmen spesenfrei entgegen:

Aarau: ***Aargauische Bank,***
Hochdorf: ***Gesellschaftskasse der Schweiz. Seetalbahn,***
Luzern: ***Luzerner Kantonalbank,***
Zürich: ***Alfred Schuppisser & Co.,***
Zürcher Kantonalbank.

Buchdruckerei H. JENT in Bern. — Imprimerie *H. Jent* à Berne.